L'éducation, un levier pour le développement rural : à quelles conditions ?

ACTUS MILITANTES



Les rencontres en terrains d'éducation de l'UNSA sont passées par les lycées agricoles de l'Oisellerie à Angoulême et les Vaseix près de Limoges. Pour mettre en lumière l'avenir de l'Éducation et en particulier de l'école publique en milieu rural, dans un contexte global de déprise démographique, pour engager une réflexion collective sur les orientations à privilégier. La secrétaire générale de l'UNSA Éducation, Morgane Verviers a pu échanger avec des élus (sénatrice, maire, conseillers et conseillères départementaux, Président de CD), des représentants des parents d'élèves, des journalistes, des DDEN, des responsables associatifs, des professionnels de l'éducation dans la diversité des métiers que représentent les syndicats de la fédération.

Ces journées se sont basées sur l'étude coécrite par Denis Adam et Béatrice Laurent pour le centre Henri Aigueperse, dans le cadre de l'agence d'objectifs IRES, intitulée « ***Leviers de développement rural : la place de l'éducation*** ».

Si la richesse des ruralités est essentiellement ses habitants, anciens comme nouveaux, la place des jeunes doit y être particulièrement interrogée. En effet, ceux-ci sont moins nombreux dans les territoires ruraux qu'urbains et vivent des différences assez importantes, tant dans l'accès aux offres culturelles, qu'à celles de formation et d'insertion professionnelle. Malgré les difficultés qu'ils rencontrent notamment sur le plan financier avec un niveau de rémunération moindre qu'en ville, leur attachement à la ruralité continue à les faire rester ou revenir.

Ce regard particulier porte? sur la population rurale la plus jeune implique de se pencher plus spécifiquement sur les conditions de scolarité? et d'éducation présentes et développées dans les territoires ruraux.

Si le village traditionnel n'existe plus, il va de soi que l'école communale d'antan n'a aucune raison de lui avoir survécu, ou de lui survivre. Aux nouvelles conditions de vie en ruralité? doivent correspondre de nouvelles modalités de scolarité? a? l'école, au collège, au lycée, tout comme des formes adaptées d'actions éducatives en dehors du système scolaire, dans les associations socioculturelles et les structures culturelles, dans les mouvements d'éducation populaire comme dans les clubs sportifs.

Un décalage important existe dans le domaine éducatif, comme dans d'autres. Il oppose les volontés de développement portées -même si c'est parfois de manières différentes voire contradictoires – souvent par les habitant.es, les professionnels ou les élus avec des orientations nationales dictées par les réalités urbaines ou trop imprégnées d'une image trompeuse et dépassée des ruralités. Il y a un subtil équilibre à trouver entre l'impulsion de l'État et les initiatives des forces vives territoriales.

Aucune initiative observée dans tel ou tel territoire ne peut se transposer dans un autre, sans avoir réalisé au préalable un diagnostic de terrain, écouté les usagers, les professionnels, les élus. Partager des organisations inspirantes est motivant, se donner de la force collective par l'intelligence collective, c'est une volonté en action de l'UNSA Éducation. Cela passe notamment par ces rencontres en terrains d'éducation.

Article publié sur le site UNSA éducation

